

Compte-rendu de mandat

été 2025

p.2 Interview
croisée

p.10 Développer
les mobilités
durables

p.12 Agir pour
la transition
agricole

INTERVIEW CROISÉE DES PRÉSIDENT·ES

Qu'est ce qui définit l'action des élu·es écologistes au Conseil régional Grand Est ?

Eliane Romani : Notre mission est de **contrôler les politiques publiques** car nous sommes soucieux·ses de l'utilisation de l'argent public. Nous souhaitons aussi influencer et participer de façon constructive aux actions mises en place par le Conseil régional en ajoutant à nos critiques des **propositions concrètes**. La diversité de notre groupe permet de mettre en valeur des dossiers de toute la région car nous sommes issu·es de l'ensemble des territoires du Grand Est.

Si certain·es représentent des territoires urbains comme moi, d'autres élu·es, comme Lou, représentent des territoires ruraux et de montagne.

Lou Noirclere : Nous avons une conception constructive du rôle d'opposition. Sans aucune compromission avec notre projet de société, nous cherchons à contribuer à l'amélioration des politiques publiques régionales pour **changer la vie des habitant·es de la région**.

Comment décririez vous l'action de la majorité régionale ?

Lou Noirclere : Comme dans de nombreuses régions, un certain nombre de projets proposés par la majorité régionale ne sont **pas à la hauteur des enjeux sociaux, économiques et climatiques contemporains**.

Fin des aides à l'installation en agriculture biologique, absence de vision globale sur la stratégie aéroportuaire ou soutien au développement autoroutier en sont de bons exemples !

Eliane Romani : La majorité n'a pas le **souci de la démocratie** : le faible temps de parole dévolu aux oppositions lors des débats est une mascarade. En mars, lors d'une séance plénière de plus de 8h notre groupe n'a pas pu prendre la parole plus de 19 minutes.



Éliane Romani

Lou Noirclere



Quelle est votre plus grande fierté depuis le début du mandat ?

Eliane Romani : Je suis fière de co-présider un groupe d'élu·es écologistes engagé·es tant en assemblée que sur nos territoires. **Ensemble**, nous essayons d'embarquer celles et ceux qui se reconnaissent dans nos idées. Je suis fière des **avancées concrètes obtenues** : par exemple, un bonus écologique dans certains dispositifs de soutien aux communes permet aux Maires de s'engager dans la transition écologique.

Lou Noirclere : Notre groupe est fort de résilience et de dignité dans le débat. Face au Rassemblement National qui s'en prend au monde de la culture et aux associations de notre région, face à la majorité qui, trop souvent, renonce à s'opposer, sur le fond, à leurs discours nauséabonds, **le groupe Écologiste travaille depuis le début du mandat pour faire avancer les politiques publiques mais sans jamais rien céder à l'outrance et au populisme.**

Je suis convaincu que c'est la bonne méthode pour avancer, et **c'est ainsi que nous obtenons des avancées concrètes** comme une prévention plus importante contre le cancer du sein, un meilleur accompagnement pour la politique cyclable ou encore une prise de position digne pour un cessez-le-feu à Gaza.

Quels vont être les objectifs du groupe pour les années à venir ?

Lou Noirclere : L'objectif est d'être encore plus convaincant sur la nécessité de notre projet dans les années à venir. Face au dérèglement climatique et aux inégalités sociales qui s'accroissent, nous devons, à notre échelle, offrir des solutions pour qu'on vive dignement sur une Terre habitable.

Eliane Romani : Garantir une région vivable aux générations futures en continuant à combattre les projets néfastes pour notre santé et notre environnement : Bure, l'autoroute A31 bis, Stocamine...

L'action de vos élu·es écologistes

50

Amendements
défendus

16

Motions et vœux
déposés

14

Questions orales
posées

SOUTENIR LES TERRITOIRES DANS LEURS TRANSITIONS

Mettre un terme à l'artificialisation de nos sols

L'atteinte de l'objectif "**Zéro Artificialisation Nette**" est une nécessité **pour freiner l'érosion de la biodiversité**. Cela suppose une adhésion du plus grand nombre. Hélas, la Région refuse une concertation du grand public sur l'aménagement du territoire.

Accompagner réellement les collectivités dans la transition écologique

Nous portons au contraire une véritable ambition en faveur des collectivités territoriales.

Plutôt qu'un pacte pour la ruralité, qui ressemble à une opération de communication, **nous devons amplifier les aides aux collectivités pour qu'elles puissent investir dans la rénovation énergétique des bâtiments municipaux, dans la préservation de la biodiversité** et du cadre de vie.

Plus de 11 millions d'euros investis dans la vidéosurveillance depuis le début du mandat !

Questions à Eliane Romani (Moselle) Commission Territoires

Que fait la majorité régionale en matière de soutien aux collectivités locales ?

Le Conseil régional ne concentre pas son accompagnement sur la lutte contre le dérèglement climatique. Heureusement, nous avons réussi à obtenir la création de bonus sur certains règlements d'attribution qui permettent de soutenir les collectivités qui s'engagent dans la transition écologique. Mais l'action la plus visible de la majorité envers les communes est l'aide à l'installation de caméras de vidéosurveillance, alors même que différentes études montrent son inefficacité.

Quelles politiques souhaitent mener les élu-es écologistes ?

Nous devons accompagner fortement les territoires qui concentrent les ménages les plus précaires (certains territoires ruraux et les quartiers prioritaires). Nous voulons réduire les disparités économiques et tendre vers un meilleur équilibre entre les territoires.



SORTIR DU DOGME DE L'AUSTÉRITÉ POUR **INVESTIR**



*"La rigueur budgétaire, ce n'est pas faire des coupes sombres dans les budgets, c'est **investir de manière juste**, et **respecter les délais** annoncés dans la mise en œuvre de projets"*

Jean-François Secondé

(Moselle) Commissions Finances et Transports

Renoncer au dogme de l'austérité

En 2025, pour la première fois, l'Assemblée régionale a adopté un budget primitif inférieur à celui de l'année précédente. Si les 4,1 milliards consacrés à l'action régionale peuvent sembler importants au regard du budget d'autres collectivités, ceux-ci ne sont pas de trop pour financer l'ensemble des transports régionaux et assurer le fonctionnement des lycées du Grand Est.

Cette année, l'exécutif régional nous a imposé un effort financier supérieur à celui demandé par l'État. Ce choix de l'**austérité** est conscient et irresponsable, pénalisant de fait les services publics régionaux.

4,1 milliards

C'est le budget global de la Région Grand Est pour 2025 !

Investir pour l'avenir

Au plus proche des citoyen-es, les collectivités territoriales doivent être un rempart contre la précarité, et un levier de la transition écologique et sociale.

Pour cela, elles doivent agir en responsabilité et en transparence pour prioriser toujours les besoins des citoyen-nes : investir en premier lieu dans la formation, l'éducation, et la mobilité pour permettre à chaque habitant-e du Grand Est de s'émanciper.

La **baisse des moyens alloués** aux lycées, à la formation professionnelle ou au renouvellement urbain est **indigne** d'une Région aux besoins aussi divers que la nôtre. De même, la hausse des titres de transport va à rebours des objectifs de transition écologique et de justice sociale. **Cessons de faire payer le coût des crises aux habitant-es de notre Région, investissons !**

METTRE L'ÉDUCATION ET LA FORMATION AU SERVICE DE TOU·TE·S

Pour des lycées sur tout le territoire

Contre la fermeture des établissements scolaires, notamment le Lycée Charles de Gaulle de Pulversheim (67) et le Lycée Jean-Morette de Landres (54), nous nous sommes engagé·es, sans succès, pour une plus grande concertation, incluant les maires des communes des lycées concernés et la communauté éducative.

2 Lycées professionnels ont fermé depuis le début du mandat



593 €

Prix de la cantine dans les lycées pour 4 repas par semaine pendant l'année scolaire, et ce quels que soient les revenus du foyer.

Pour une tarification sociale et solidaire des cantines du Grand Est

Nous demandons une baisse du tarif de la restauration scolaire qui augmente aujourd'hui de manière systématique et la mise en place d'une **tarification sociale et solidaire** (c'est-à-dire en fonction des revenus du foyer) dans les cantines des lycées publics de la Région Grand Est.

Interroger le lycée 4.0

Nous demandons une évaluation du lycée 4.0 qui alourdit l'impact carbone de la Région et détériore la relation entre élèves et enseignant·es.

Nous demandons la prise en compte de l'évolution morphologique des élèves de lycées professionnels lors de l'attribution des équipements individuels.

"Agir pour l'égalité scolaire dans la Région Grand Est, c'est agir en faveur du **maintien des lycées et des formations** sur les territoires et agir en faveur d'une **tarification sociale** de la restauration scolaire. Le rôle des élu·es régionaux·ales doit être la résorption des inégalités sociales à tous âges."

Caroline Reys

(Alsace) Commissions Lycées et Culture et mémoire

Changer de regard sur l'apprentissage

L'apprentissage est encore trop souvent perçu comme une voie par défaut, faite pour des jeunes à qui on ne donne pas le choix de leur avenir.

La Région Grand Est contribue à cette vision réductrice par une **politique de formation court-termiste**, privilégiant les besoins du monde économique à ceux des apprenti·es.

Orienter les jeunes vers les filières "en tension", où les besoins de recrutement sont les plus importants est une chose, mais la puissance publique devrait en parallèle développer une vision de long-terme pour répondre à la fois aux besoins de recrutement et aux **aspirations des jeunes**.

Soutenir les missions locales

Dans la droite ligne des derniers gouvernements,

la Région réduit son action d'aide à la formation, et en en premier lieu le soutien aux missions locales : celles-ci sont désormais soumises à des critères de performance abusifs, qui ne prennent pas en compte le cœur de leur mission : accueillir les jeunes en difficultés et les accompagner de manière globale dans leur parcours vers l'emploi.

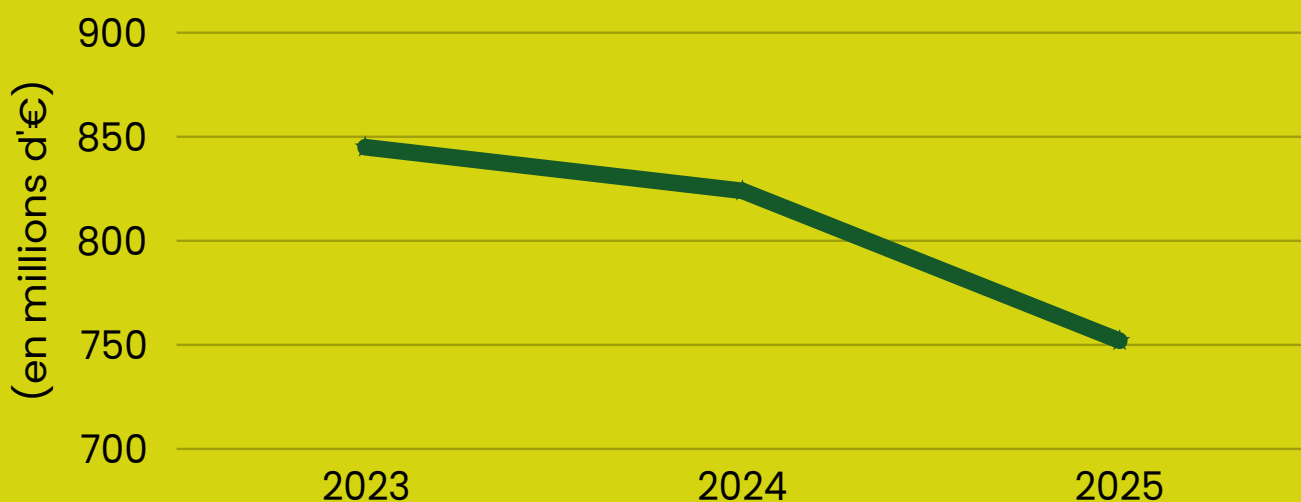


"Nous devons **agir en soutien aux professionnel·les de l'éducation et de l'insertion** qui remplissent une mission essentielle de service public. Il est incompréhensible qu'aujourd'hui le Grand Est suive aveuglément la politique nationale en tentant de soumettre les missions locales à des objectifs absurdes."

Gérard Schann

(Alsace) Commission Formation professionnelle

Évolution du budget régional dédié à la formation entre 2023 et 2025



PRÉSERVER NOTRE SANTÉ

Préserver l'environnement pour préserver notre santé

Les **nanoparticulues**, les **PFAS**, les **perturbateurs endocriniens** : ces éléments invisibles qui envahissent notre quotidien, dans l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, la nourriture que nous mangeons et les produits que nous utilisons.

Leur impact sur notre santé ne peut plus être ignoré. En 2023, plus de 433 000 nouveaux cas de cancers ont été enregistrés.

En France, **environ 2 000 nouveaux cas de cancers sont diagnostiqués chaque année** chez les enfants de moins de 15 ans. C'est pourquoi nous nous engageons pour que la Région Grand Est **signe et fasse appliquer la charte pour des "villes et territoires sans perturbateurs endocriniens"** et qu'elle accompagne toutes les communes, ainsi que les industries, dans la **lutte contre les toxiques** qui nuisent à notre santé. Certains territoires, en effet, se retrouvent avec une eau contenant jusqu'à quatre fois plus de PFAS que la limite recommandée.

Garantir l'accès aux soins à toutes et tous

Alors que certaines métropoles de notre région disposent de services de santé parmi les meilleurs de France, les **territoires ruraux**, et désormais même certains territoires urbains, sont en pénurie de médecins. Il est essentiel de **lutter contre les déserts médicaux** en soutenant la création de maisons de santé et de centres de soins.

Soutenir la E-santé

La **E-santé est une opportunité à ne pas négliger**. Nous approuvons le soutien financier à ces outils qui permettent un accès plus équitable aux soins tout en veillant à ce que le lien avec le personnel soignant soit préservé.

Faire de la santé mentale une priorité

La santé mentale est devenue un **enjeu majeur dans notre société** : entre pression sociale, manque de liens, perte de sens, incertitude face à l'avenir et peur de l'autre, nos modes de vie actuels affectent profondément notre bien-être. La Région doit s'emparer de ce problème et l'intégrer dans sa **politique d'accès aux soins**, en particulier vers les moins de 25 ans. Le suicide est la première cause de mortalité chez les jeunes entre 15 et 35 ans en France. Environ 8,3 % des enfants de 3 à 6 ans présentent au moins une difficulté probable de santé mentale ayant un impact sur leur vie quotidienne.

Chiffres clés

3 900

décès liés à la pollution de l'air pourraient être évités chaque année dans le Grand Est, selon ATMO Grand Est

FAIRE DE LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT UNE PRIORITÉ RÉGIONALE

Sans transversalité, pas d'efficacité !

La lutte contre le changement climatique et la préservation de l'écosystème doivent guider l'ensemble de nos politiques publiques régionales. Aussi, nous défendons la mise en place d'une véritable politique écologiste transversale. Pourtant, la Région persiste dans une **approche sectorielle incohérente**. Certes, elle a mis en place un plan en faveur des haies. Mais dans notre région, on continue de détruire plus de haies que l'on en plante.

-7%

En 10 ans, la région a perdu plus de 7% de ses haies.

Attaché·es au **droit à la nature**, nous avons proposé d'augmenter les aides des associations d'éducation à l'environnement. Mais la majorité régionale a rejeté notre amendement.

Grâce à notre action, des subventions à certaines entreprises polluantes comme Corteva, BASF ou Vinci ne seront pas renouvelées.

*"Assurer une **gestion durable de l'eau** doit être une priorité de la Région. Pour cela, nous appelons à **sortir de l'agriculture intensive et du nucléaire**."*

Ludivine Perard

(Marne) Commissions Environnement et Tourisme

Mais la Région continue de subventionner de **grands pollueurs** comme Nestlé, ce qui revient à soutenir le **greenwashing** d'entreprises nuisibles à l'environnement.

La nécessaire sobriété contre le technosolutionnisme

Alors que la majorité régionale ne jure que par l'innovation technologique, sans volonté d'un réel changement de société, nous défendons la mise en place d'une véritable **politique de résilience et de sobriété** qui, elle seule, peut nous permettre de vivre mieux et de lutter efficacement contre le dérèglement climatique.

L'heure n'est plus à l'extractivisme et au productivisme forcenés. Nous sommes les seuls au sein du Conseil régional à nous opposer à la relance du nucléaire et aux grands projets inutiles comme **Cigéo**, **Stocamine** ou le **technocentre de Fessenheim**. Un changement de société est nécessaire. Il y a urgence.



DÉVELOPPER DES MOBILITÉS DURABLES

94 Millions

En moins pour les transports régionaux entre 2024 et 2025 ! Ces coupes budgétaires sévères remettent en cause l'investissement sur le réseau, la qualité de l'offre et le développement des cars express.

Pour des transports accessibles

Depuis le début du mandat régional, l'exécutif a décidé de **quatre hausses du billet TER** en 2022, 2023, 2024, et 2025.

Ces hausses successives ont fait évoluer le coût du billet TER plus vite que l'inflation.

Nous comprenons la charge qu'a représentée la hausse du prix de l'énergie sur la région mais de telles augmentations demeurent **injustifiables** au regard des objectifs de transition écologique et de justice sociale : le train doit être un transport fiable et accessible pour tou·te·s. La Région doit revenir sur ces hausses ou mettre en place un abonnement à tarification solidaire.

Pour un maillage fin du territoire régional

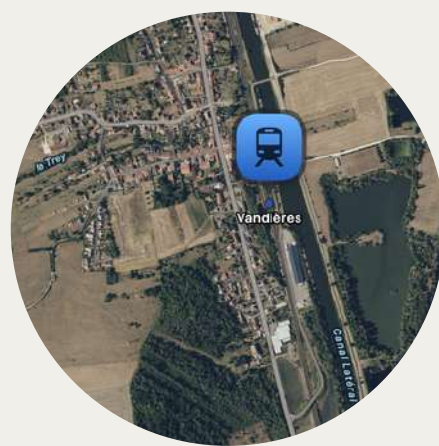
La Région Grand Est doit maintenir et renforcer les investissements prévus en 2024 : **améliorer l'offre** en augmentant le nombre de trains et en permettant la remise en circulation des lignes de proximité.

De Fontoy à Belval, d'Épinal à Gerardmer, de Châlons à Troyes, de Bollwiller à Guebwiller, **les habitant·es ont besoin du retour du train et d'une vraie politique d'interconnexion**. Le réseau régional n'est aujourd'hui pas assez performant en termes d'interconnexion TER - TGV. Aussi, les gares de Lorraine TGV et Meuse TGV ne sont pas connectées au réseau TER.



Nous demandons depuis le début du mandat la création d'une **gare d'interconnexion** pour la Lorraine, située à **Vandières**, en Meurthe-et-Moselle.

Ce **besoin d'infrastructure est systématiquement ignoré par la majorité régionale**, malgré la demande des habitant·es du territoire et l'ambition affichée de la Région pour les ruralités.



« L'inégal accès aux transports est le **premier symptôme des inégalités** et des **fractures territoriales** que nous avons à résorber, mais également l'une des **premières causes du sentiment de déclassement** que vivent nos **concitoyen·nes**.

Pour le développement des mobilités douces

Au Conseil régional, les élu·es du groupe Rassemblement National ont fait du vélo leur cheval de bataille. Adoptant une posture idéologique, ils opposent automobilistes et cyclistes et votent avec dogmatisme contre toutes les aides en faveur du vélo.

À l'opposé de ces postures, nous pensons que toutes les formes de mobilités ont leur place dans le Grand Est : la Région doit soutenir le développement du train pour structurer le territoire, des cars interurbains pour les communes éloignées du train, des pistes cyclables pour les trajets journaliers ainsi que pour les sportifs et les touristes, et la décarbonation de la voiture dans un rôle d'interconnexion avec les autres formes de mobilité.

Contre les dogmatismes, agissons ensemble !

***Lou Noirclere** (Vosges), membre de la commission Transports, revient sur l'importance pour notre Région de développer les mobilités, et en particulier la mobilité ferroviaire :*

“Alors que l'éloignement des services publics impose aux habitant·es un recours quotidien à la voiture, une vraie **politique multimodale** s'impose. Et pour cela, les écologistes proposent des investissements concrets : aujourd'hui, les gares *Meuse TGV* et *Lorraine TGV* ne sont pas accessibles en TER. Pour encourager l'intermodalité et offrir une alternative à la voiture individuelle, la création de vraies gares d'interconnexion reste essentielle. Concernant le réseau ferré lui-même, plusieurs **lignes de proximité** doivent également rouvrir : pour cela, selon les territoires, une panoplie de solutions peut être proposée, que ce soit par la remise à niveau et l'électrification des voies, l'utilisation de trains légers, ou encore l'adaptation de capillaires fret à un flux voyageur.”

Pour une vraie politique de transports au service de nos concitoyen·nes, la Région Grand Est doit prendre ses responsabilités !



AGIR POUR LA TRANSITION AGRO-ÉCOLOGIQUE

Développer une agriculture respectueuse de l'environnement

La cogestion entre la Région Grand Est et la FNSEA flèche prioritairement les aides vers l'agro-industrie. Nous nous mobilisons pour soutenir les filières les plus vertueuses, notamment en soutenant **l'installation et le maintien des paysan·nes bios** et **un meilleur revenu à tous les paysan·nes**.

La suppression des soutiens du Conseil régional à Bio Grand Est et l'association Terre de Liens est une perte pour la résilience des modèles agricoles.

2024

La Région Grand Est supprime les bonifications pour l'installation des agriculteur·rices bio

**Questions à
Laurent Dreyfus**
(Alsace) Commissions
Agriculture et Formation
professionnelle



Quelle vision de l'agriculture défend la majorité régionale ?

La Région Grand Est soutient principalement le développement de filières exportatrices et la monoculture. La majorité régionale oriente l'ensemble de la politique vers le maintien du **modèle de l'agro-industrie** qui nécessite des exploitations agricoles de plus en plus grandes et de moins en moins rémunératrices pour les agricultrices et les agriculteurs. De plus, les bonifications pour l'installation et la pérennisation des paysan·nes en agriculture biologique ont disparu dès la prise en main des aides par le Conseil régional.

Quelles politiques souhaitent mener les élu·es écologistes ?

Les écologistes promeuvent un **modèle d'agriculture durable**, plus respectueuse de la nature mais également plus rémunératrice pour les agricultrices et les agriculteurs.

Nous soutenons les installations de nouvelles personnes dans l'agriculture, issues ou non du milieu agricole, et les conversions et le maintien en agriculture biologique.

Nous soutenons également les exploitations qui se tournent vers les circuits courts et les besoins locaux plutôt que les exportations.



FAIRE VIVRE LES ÉNERGIES CITOYENNES

L'eau, l'air, le vent sont des biens communs, ils ne doivent pas être accaparés par quelques-uns.

Les **projets citoyens de production d'énergie renouvelable** en garantissent l'acceptabilité car les habitant·es en définissent la taille, en lien avec les besoins du territoire, et en répartissent les fruits.

Ainsi, une éolienne au dessus de Poix-Terron dans les Ardennes appartient à 400 enfants de ce territoire à énergie positive ; à Ménil-la-Horgne en Meuse, une éolienne municipale est en projet ; plus loin, les habitant·es de Vosges Côté Sud-Ouest envisagent de mutualiser leurs toitures pour produire une électricité dont le prix échappe aux aléas du marché. En produisant de l'énergie, ils produisent aussi du lien social. À Écrouves, près de Toul, le premier parc photovoltaïque citoyen au sol du Grand Est vient de voir le jour.

Les écologistes œuvrent pour que le Grand Est privilégie bien plus les projets citoyens de production d'énergie renouvelable.

Contre les dérives de la méthanisation

Le Grand Est est, devant la Bretagne, la première région de France en matière de production d'énergie par méthanisation. C'était, à l'origine, une manière idéale de produire de l'énergie à la ferme à l'aide de sous-produits de l'agriculture. On assiste pourtant aujourd'hui à une **dérive industrielle**, la méthanisation échappe aux paysan·nes et nuit même aux éleveuses et éleveurs car les co-produits de l'agriculture qui allaient à l'alimentation animale sont désormais destinés aux panses des méthaniseurs.

Le groupe écologiste est intervenu à plusieurs reprises pour mettre en garde l'exécutif de la Région, notamment après les accidents survenus à **Méthabaz**, à Bourgogne-Fresne, dans la Marne.

*"Selon l'association Énergie Partagée, **un euro investi dans les projets citoyens de production d'énergie renouvelable génère 2,50 euros de retombées pour le territoire en taxes, salaires, investissements locaux ; soit 2 à 3 fois plus que les projets privés.**"*

Christophe Dumont

(Ardennes) Commissions Environnement et Agriculture



POUR UNE POLITIQUE ECONOMIQUE DE **RÉSILIENCE** ET DE **SOBRIÉTÉ**

Résilience et sobriété

Face à la crise climatique, deux principes devraient guider l'ensemble de notre politique économique régionale : les limites planétaires et la décrue énergétique. Ces paramètres devraient conduire une politique économique de sobriété et de résilience centrée sur notre souveraineté industrielle et énergétique.

Malheureusement, notre Région demeure éloignée de cette vision. La majorité régionale persiste à croire en l'efficacité des mécanismes du marché libéral et aligne son budget en conséquence, en **saupoudrant ses aides, sans recherche d'effet de levier ni de contreparties envers les bénéficiaires.**

À l'inverse, nous considérons la puissance publique comme un **moteur de transformation** de nos entreprises stratégiques pour qu'elles puissent répondre aux enjeux climatiques, énergétiques, sociaux et géopolitiques des prochaines décennies.

Accompagner, au plus près, le tissu économique local

Nous sommes en **lien permanent** avec les acteurs et actrices économiques du Grand Est, à travers des visites d'entreprise et des rencontres de salarié-es, de dirigeant-es, et de représentant-es syndicaux-ales. Celles-ci renforcent nos convictions et affinent la pertinence des propositions que nous portons au Conseil régional.



Notre travail s'inscrit dans une démarche nationale portée notamment par le député Charles Fournier avec qui nous avons visité l'**usine Saint-Gobain PAM**, dans le cadre de son Tour de France de l'industrie pour faciliter la décarbonation, la robustesse et l'autonomie de l'économie française et européenne.



*"Les aides régionales peuvent être des **leviers de transformation** de notre économie, par exemple, en matière de **réemploi** et de **structuration de filières de matériaux recyclés compétitives.**"*

Géraldine Krin,
(Meurthe et Moselle) Commissions Développement économique et Santé

Pour un soutien accru à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et à l'économie circulaire

Sur notre proposition, la Région a ouvert l'ensemble de ses dispositifs économiques aux structures de l'ESS. Nous nous en félicitons. Mais cela n'est pas suffisant.

Au travers d'un amendement, nous avons proposé que la Région privilégie l'octroi de **subventions** plutôt que le recours aux appels à projet. Cela éviterait que les structures de l'ESS soient en concurrence les unes avec les autres, surtout face au contexte extrêmement préoccupant auquel est soumis le secteur. Mais la majorité régionale a rejeté cette avancée.



Tout comme l'ESS, l'économie circulaire joue un rôle de précurseur dans l'évolution de nos modes de vie, de production et de consommation.

Pourtant le sujet est laissé à la marge par la majorité régionale qui y voit un sujet environnemental plutôt qu'un enjeu économique majeur.

Nos avancées au sein du Conseil régional :

Différents dispositifs de la politique économique régionale ont été revus cette année. Nous avons pu y voir intégrées certaines propositions que nous défendons depuis le début du mandat. En voici quelques exemples :

- la **critérisation des aides** et l'instauration de **critères éco-responsables** dans les dispositifs économiques
- la prise en compte du **Zéro Artificialisation Nette** pour que les entreprises optimisent leur consommation foncière
- le fléchage de budget de **R&D pour la décarbonation**

Mais de nombreuses propositions ont également été rejetées par la majorité régionale : pour soutenir plus largement la **sobriété** souvent délaissée au profit du technosolutionnisme, pour mesurer l'**efficacité** des politiques économiques, ou encore pour développer l'**économie circulaire** et le secteur de l'**ESS**.

Nous continuerons de porter haut et fort nos demandes dans cette deuxième période de mandat.



« Les **modèles vertueux** existent mais ils peinent à être compétitifs face à une **concurrence déloyale moins-disante**. L'**économie circulaire** et l'**Économie Sociale et Solidaire** doivent être soutenues bien davantage pour devenir la **norme** »

Laure Haag

(Alsace) Commissions Développement économique et Tourisme

DÉMOCRATISER LA CULTURE : DONNER ACCÈS À LA CRÉATION

Agir en faveur du lien social

La bataille contre les conservatismes et l'extrême droite est une bataille culturelle. En tant que vecteur de cohésion sociale, la culture constitue un rempart **contre l'essor des idées obscurantistes**.

Il est essentiel que la Région fasse résolument perdurer son rôle de promotion de la **diversité culturelle** et de soutien à la **création** sur l'ensemble de notre territoire.

Cela se traduit par une démarche de démocratisation et d'aménagement culturel dans les territoires afin de **garantir un accès à la culture pour toutes et tous, partout**.

Mais il ne s'agit pas seulement de donner accès, il s'agit également de permettre une **participation** active à l'élaboration des politiques culturelles.

Investir dans le champ culturel ne doit pas se limiter au fait d'investir dans le bâti et la pierre. Les aides régionales doivent se tourner davantage vers le **spectacle vivant**.

Culture et création

Depuis le début du mandat, nous proposons d'inclure des critères écologiques aux dispositifs relevant du champ culturel.

En ce sens, nous saluons l'instauration de **critères éco-responsables** à la Région.



En revanche, nous déplorons qu'aucune réflexion ne soit encore engagée sur l'impact environnemental du **numérique**.

Aussi, nous favorisons le spectacle vivant, le livre et les arts plastiques, formes à privilégier pour permettre, avec l'éducation artistique, un **accès direct à la création**.



*"Attaché-es à la **diversité culturelle et linguistique** de notre région, nous défendons une politique régionale plus ambitieuse en matière de **multilinguisme** et de **bilinguisme**."*

Evelyne Gareaux,
(Meurthe et Moselle) Commission Culture et mémoire

POUR UNE POLITIQUE INTERNATIONALE ENGAGÉE EN FAVEUR DE LA PAIX

Nous, écologistes, n'oublions pas que la politique locale a des conséquences à l'international. Cette pensée irrigue nos propositions en matière d'agriculture, de développement économique, de numérique...

Pleinement engagée-es pour la paix et la sécurité, nous sommes aux côtés des victimes de catastrophes naturelles ou de guerre. En effet, nous avons été moteur dans la création d'un **intergroupe d'aide humanitaire à l'Ukraine**. Concernant le Proche-Orient, nous avons voté deux textes, l'un pour **condamner les attaques du Hamas et l'autre pour exiger un cessez-le-feu à Gaza**.

Nous sommes, aux côtés des associations, engagée-es dans la **coopération internationale**, en particulier en ce qui concerne l'aide à l'accès à l'eau, l'éducation, la protection de l'environnement et l'égalité

femmes-hommes, mise à mal dans plusieurs états suite à l'élection de Donald Trump.

L'Europe des peuples se construit dans la proximité et la compréhension du voisin, c'est pourquoi les écologistes accompagnent les frontalier·ères en soutenant les structures dédiées mais aussi en faisant la promotion du **bilinguisme**, à la fois héritage culturel en Alsace-Moselle et atout pour le développement économique.

Enfin, alors que l'**extrême-droite** progresse dans le monde mais aussi au sein de nos institutions, nous nous battons contre les discours xénophobes et décomplexés des élu·es du Rassemblement National.



*“Le **respect du droit international humanitaire** n'est pas une option. Le respect de l'intégrité des secouristes et des Casques bleus est un impératif. La mise en place d'un **cessez-le-feu** est une nécessité absolue.”*

Cécile Germain Ecuier,
(Alsace) Commissions Relations Internationales et Environnement

POUR UNE RÉGION EXEMPLAIRE EN MATIÈRE DE DÉMOCRATIE

Pour une représentation juste de la diversité politique

Depuis le début de notre mandat, la parole des groupes politiques est limitée, et empêche souvent une juste représentation des préoccupations des citoyen·nes dans l'Assemblée régionale :

- les groupes écologistes et de gauche n'ont jamais plus de cinq minutes d'intervention, même sur des dossiers structurants
- les séances plénières, qui se tiennent une fois tous les trois ou quatre mois, sont réduites *a minima*, ne permettant pas de débats construits
- le temps de vœux et motions, seul moment où les groupes d'oppositions peuvent intervenir sur l'ordre du jour sont réduits à une heure par séance, pour 169 élu·es

Cette **minimisation du rôle des oppositions** nous inquiète car elle vient appuyer les discours populistes qui remettent en cause la légitimité de nos institutions démocratiques.

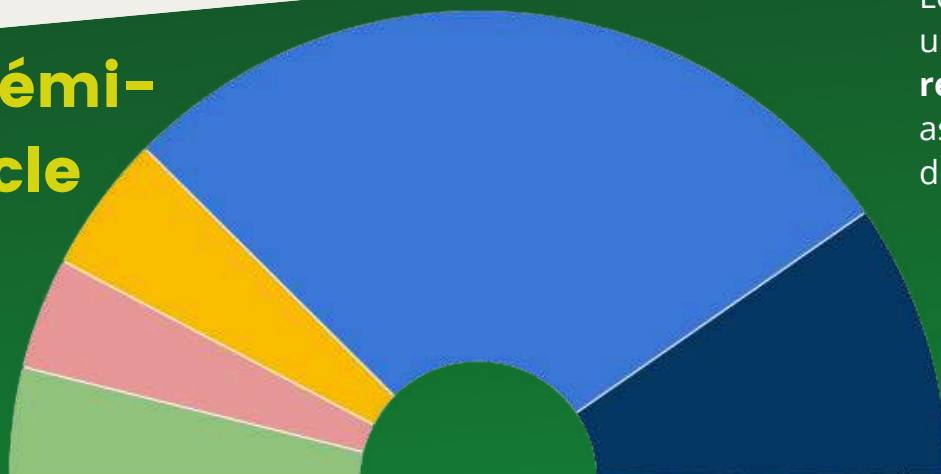


Les positions dangereuses du groupe Rassemblement National

Le Rassemblement National s'illustre dans notre assemblée par sa volonté de contrôle des associations et des artistes, tentant de sanctionner politiquement les acteurs et actrices de la société civile qui leur déplaisent.

Face à ces offensives, nous dénonçons le **jeu trouble** de certain·es élu·es de la majorité, refusant de se prononcer contre ces attaques envers le monde associatif et le monde de la culture.

L'hémi-cycle



Les **Écologistes Grand Est** sont un groupe de **13 conseiller·ères régionaux·ales** dans une assemblée régionale composée de 169 élu·es.

- Les Ecologistes
- Socialistes et communistes
- Centristes
- Majorité régionale (LR)
- Rassemblement National

SOUTENIR L'ÉMANCIPATION DE LA JEUNESSE

Face aux enjeux majeurs auxquels est confrontée la jeunesse (dérèglement climatique, précarité, santé mentale...), la politique régionale en matière de jeunesse se doit d'être ambitieuse.

Défendre le bien-être de la jeunesse

Nous soutenons le travail régional en matière de **mémoire** : au travers du programme éducatif *Mémoire de la Shoah* ou encore le projet *"Simone Veil, la traversée du siècle"*.

Mais plus largement, nous regrettons une **vision utilitariste et marchande de la jeunesse**. En témoigne le *Plan de vie campus et des talents* de la Région qui soutient principalement l'entrepreneuriat des jeunes, alors même que l'urgence est à la lutte contre la précarité de la jeunesse en matière de logement, de mobilité ou d'alimentation.

Il ne s'agit pas seulement de *"faire du Grand Est un territoire de potentiels pour favoriser son attractivité"*, mais bien de défendre le bien-être de la jeunesse.

Accompagner les étudiant-es dans leur émancipation

De la même façon, la politique régionale en matière d'Enseignement Supérieur de Recherche et d'Innovation (ESRI) n'est tournée que vers les besoins des entreprises (recherche et innovation), en omettant complètement le **point de vue des étudiant-es**. Les priorités régionales en matière d'ESRI sont claires : intelligence artificielle, aides aux grandes entreprises...

Chaque année, la Région finance des thèses de Doctorat. Et chaque année, nous constatons le rejet de nombreuses thèses pourtant très importantes afin de répondre aux enjeux écologiques, et ce, simplement parce qu'elles ne sont pas en phase avec les priorités de la majorité régionale.

Les **Sciences Humaines et Sociales** (SHS) sont essentielles pour mener à bien les transitions qui nous attendent. Suite à nos propositions, les SHS sont enfin prises en compte et soutenues, mais de façon encore trop insuffisante au regard des enjeux.



*"La Région a tendance à oublier l'**enseignement supérieur**. Il faudrait **équilibrer les dispositifs** car les étudiant-es d'aujourd'hui sont les chercheur-es de demain !"*

Ghislain Wysocinski

(Aube) Commissions Enseignement supérieur, recherche et innovation et Finances



Les Écologistes
Région Grand Est

Des élu·es à votre écoute

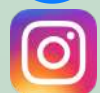
Contactez-nous



@grandestecologie



@grandestecolo



@grand_est_ecologie



www.lesecologistesgrandest.fr